

Affaire Cahuzac :

Le FN doit se taire car il n'est pas blanc !

Le FN tente de profiter du scandale « *Cahuzac* » en s'affichant comme un parti n'ayant jamais eu les mains sales. Pourtant, des élus du FN ont, eux aussi, trempé dans des affaires financières plus que douteuses et la gestion budgétaire des mairies qu'ils ont occupées à partir de 1995 s'est avérée calamiteuse. Emplois fictifs, corruption, détournements de fonds ... sont des pratiques courantes du FN, les rares fois où ses candidats ont été élus maires. D'autre part, Philippe Péninque, l'avocat qui a ouvert en Suisse le compte bancaire de Jérôme Cahuzac, a toujours été influent au sein du FN. Deux bonnes raisons de se taire pour le FN !

L'ancien député maire FN de Toulon, J Marie Le Chevallier, élu en 1997, a été déclaré inéligible un an plus tard pour une triple infraction sur la législation au financement électoral. En 2001, il fut également condamné à un an de prison avec sursis pour une affaire d'emploi fictif concernant une association para municipale au nom évocateur, les Jeunesses Toulonnaises.

Jean-Pierre Calone, alors adjoint FN en charge de l'habitat à la mairie de Toulon, est mis en examen en 1998 puis sera incarcéré en 2000 pour viols, harcèlements et agressions sexuelles sur trois de ses secrétaires. En 2011, il est condamné à 5 ans de prison dont 3 avec sursis pour une affaire de corruption.

L'ex maire FN de Vitrolles, Catherine Mégret a été condamnée pour détournement de fonds publics. En 2002, le rapport de la cour régionale des comptes avait pointé ces malversations (75 000 € de frais postaux sur le budget municipal pour envoi de courriers aux 36 000 maires de France afin qu'ils parrainent Bruno Mégret à la présidentielle). Catherine Mégret fut aussi épinglée pour des frais de représentation abusifs (50 000 € pour des repas souvent pris à 2 ou 3, le week-end).

Et la liste ne s'arrête pas là ! Que ce soit à Toulon, Orange, Vitrolles ou Marignane, le passage du FN aux commandes municipales s'est, à chaque fois, traduit par une gestion financière calamiteuse qui a plombé leur endettement.

Quant à Philippe Péninque, ce n'est pas n'importe qui pour le FN : c'est lui qui avait procédé à l'audit du parti lors de la scission Mégret / Le Pen. Passé par Assas, c'est un ancien responsable du GUD, groupe étudiant d'extrême droite connu pour sa violence. Il est au centre du « *GUD business* », un ensemble d'entreprises fondées par des anciens militants,

qui se font travailler les uns les autres et dont les prises de participation se font « *entre amis* ». Dans les années 80, Péninque, Cahuzac et le « *GUD Business* » avaient même spéculé sur des mines au Pérou ...

Ensuite, Péninque a pris en charge le dossier financier du FN, après les élections de 2007 qui laissent le parti avec 8 millions de dettes empruntées au fidèle imprimeur Fernand Le Rachinel (banquier officieux du FN). C'est Péninque qui aurait convaincu le président du FN, en 2008, de ne pas rembourser Le Rachinel. Au tribunal, c'est un échec, le FN perd et est condamné à rembourser son ancien imprimeur. Le siège de St Cloud sera vendu pour payer cette dette.

On le voit, cet avocat et financier international n'est pas un innocent dans la gestion financière du FN des Le Pen. En plus, il n'a rien d'une colombe ... La « *défense* » de Marine Le Pen qui nie être proche de lui « *car ils ont 15 ans d'écart* » et qu'elle « *avait 20 ans lors de l'ouverture du compte de Cahuzac par Péninque* » est un peu légère, sauf à vouloir nier le passé du FN et son héritage en « *béton armé* » ...

Enfin, il ne faut pas oublier de rappeler qu'en décembre 1997, l'ex-épouse de JMLP, l'avait accusé de frauder le fisc estimant qu'au moins 40 millions de francs français de l'époque étaient cachés dans des banques suisses (UBS, Dabier). Si le président « *d'honneur* » du FN a toujours parlé de « *calomnies* », François Laya, ancien collaborateur du gérant de fortune genevois J Pierre Aubert, avait également accusé l'ancien dirigeant du parti d'avoir déposé à trois reprises, 15, puis 20, puis 10 millions de francs sur des comptes en Suisse. Dans un document en date du 10 mars 1981, le nom de Jean Marie Le Pen apparaît bien sur le compte n° 386 047 00 W, ouvert à l'UBS à Genève, l'autre propriétaire du compte étant un éditeur français, Jean-Pierre Mouchard, vieil ami de la famille, nom que l'on retrouve au sommet de l'organigramme de la Cotelec, association chargée, à l'époque, d'encaisser les dons des militants et sympathisants. J Pierre Mouchard avait décidé, en 1997, de démissionner de ce poste, afin d'éviter « *un risque de confusion entre les affaires de Le Pen et les miennes* ». La presse avait d'ailleurs, à cette époque, souligné, la possible confusion entre comptes personnels et comptes du parti.

<http://www.visa-isa.org/>
assovisabis@gmail.com
f Association Visa



Coordination nationale contre l'extrême-droite

1er mai 2013

La Conex appelle à l'action, avec le monde du travail, contre l'extrême-droite

Refus de tous les racismes et de l'homophobie !

Non à la division des travailleurs ! Non aux politiques d'austérité !

Oui à l'égalité, la fraternité et au vivre ensemble.

La crise économique qui sévit dans le monde capitaliste depuis 2007, continue à faire des ravages et des victimes. Pour augmenter leurs profits, faire baisser les salaires et rendre la situation des travailleurs et des salariés encore plus précaire, les patrons du CAC 40 ou les institutions financières d'investissement menacent de délocaliser les entreprises ou encouragent les Etats à créer de nouveaux codes du travail, donnant plus de marges de manœuvre et de pouvoir au MEDEF.

C'est dans un tel climat détestable associé à la croissance du chômage et la montée des profits de la bourse que l'extrême droite endosse un habit pseudo social, crie à la « trahison de la gauche » et tente de séduire le monde du travail.

Longtemps mis en quarantaine, le Front national (FN) sort de l'isolement grâce à l'action de Nicolas Sarkozy et de ses lieutenants qui ont conduit l'UMP à adopter le langage et le populisme de l'extrême droite. Comme pour le FN, la recherche de boucs émissaires fait désormais partie de la politique d'une partie de la droite qui n'hésite pas à stigmatiser les Roms, les chômeurs, les sdf ou nos concitoyens musulmans.

Par ailleurs, les promesses du candidat Hollande, concernant le droit de vote des immigrés ne sont toujours pas tenues par le président Hollande, et son ministre Valls continue de stigmatiser et d'expulser Roms et sans papiers.

Tout cela ne peut que conforter l'extrême droite qui, ainsi « dédramatisée », investit la rue, notamment lors des « manif pour tous » homophobes. Dans les urnes, son quasi succès à la législative partielle dans l'Oise, témoigne de cette montée en puissance du danger fasciste.

Face à cette offensive, la création d'une « Coordination nationale contre l'extrême droite » (CONEX) était devenue une urgence nationale.

Nous appelons tous ceux qui partagent nos idées et nos combats à descendre le 1er mai 2013 partout dans la rue, à manifester avec les travailleurs leur refus de l'austérité, de la précarité et de l'impunité des racistes qui attisent la haine de l'autre et la division.

A l'échelle nationale, la bataille de la rue et des idées contre l'extrême droite, ne fait que commencer pour la CONEX qui œuvre pour la fraternité et le vivre ensemble des travailleurs de toutes origines, des salariés, des exclus et des précaires.

Contact : conex@riseup.net



VISA est membre de la Conex